

Lyon 7e

Des rappels de charges pouvant atteindre des milliers d'euros : des locataires en colère contre leur bailleur



La Confédération syndicale des familles (CSF) a effectué un contrôle sur les charges de 34 résidences de la région et relevé des « dysfonctionnements ». Photo Amandine Esteve

Mardi 23 juin, des locataires de plusieurs résidences du Rhône et de la Loire se sont rassemblés devant les locaux d'Alliade Habitat. Ils ont dénoncé des « dysfonctionnements répétés » quant aux charges de chauffage, notamment, qui explosent. Certains se disent prêts à aller au tribunal.

Face à eux, la grille de l'agence Alliade Habitat est restée fermée. Le mardi 23 juin, les locataires de plusieurs logements Alliade et la Confédération syndicale des familles (CSF) se sont rassemblés devant les locaux du bailleur social pour l'interpeller après avoir réalisé un contrôle sur les charges des 34 résidences de la région.

Particulièrement mises en avant, les questions du manque de transparence, du retard et de l'augmentation des régularisations ont été rappelées par tous les locataires. On parle d'une « augmentation de 400 % du coût du gaz utilisé pour le chauffage et l'eau chaude », selon Tennessee Garcia, de la CSF, qui, ce mardi, s'est adressé au groupe de locataires : « Alliade bafoue votre droit à comprendre ce que vous payez ! »

Ce dernier a regretté l'annulation d'une réunion prévue avec la directrice d'Alliade, Valérie Perrin. La veille, au *Progrès*, elle se disait

« consciente de l'inquiétude et du mécontentement des locataires » et proposait la possibilité d'échelonnements « adaptés ».

Des charges « exorbitantes »

« Nos charges explosent », affiche la banderole. Sur leurs pancartes, les manifestants ont mis en avant des rappels de charges pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros. À la résidence les Buyats, les charges de chauffage en 2022 s'élevaient à 60 000 € contre 205 000 € en 2023.

« On est endetté sur plusieurs années et on reste dans l'attente pour les charges de 2024 et de 2025. En attendant, on ne peut pas déménager, parce qu'on n'a pas de quittance de loyer », regrettent Cindy et Samia de la résidence Le Chater à Francheville.

Les deux femmes se disent prêtes à payer une somme supplémentaire à leur loyer pour « montrer leur bonne foi », mais demandent un « geste » sur les charges de la part du bailleur. La CSF réclame « l'effacement d'une partie des charges ».

« Je suis prête à aller jusqu'au tribunal ! »

Au micro, Jean-Pierre Ottaviani, président de la CSF, assure que l'association soutiendra les locataires

« jusqu'au bout ». Ensuite, les locataires ont essayé de passer par une porte secondaire du bâtiment, repoussés par les salariés d'Alliade, qui ont fini par leur promettre une rencontre le 9 juillet.

« Je suis prête à aller jusqu'au tribunal ! », a martelé Hélène Bichet, locataire à Neuville-sur-Saône. Cette dernière a regretté le manque de communication avec le bailleur, qu'elle considère comme dégradé depuis quelques années. Comme d'autres locataires et avec le soutien de la confédération, elle se dit motivée à poursuivre ses actions et déçue de n'avoir pas pu rencontrer la directrice à l'issue du rassemblement.

« Pour témoigner de notre bonne volonté, on regarde le montant que représenterait l'effacement d'une partie, mais nous serons obligés de dire aux locataires que si nous le prenons en charge, ce sera au détriment d'autres missions dont la construction, la réhabilitation, la maintenance », poursuit Valérie Perrin, qui assure « qu'il n'y aura aucune expulsion ». De son côté, la CSF appelle à une adhésion de la ville de Lyon au syndicat de l'énergie local, qui regroupe déjà 58 communes, afin d'obtenir une homogénéisation des tarifs.

● De notre correspondante Amandine Esteve

Lyon 2e

Antonio & Marco rouvrent leur restaurant des Cordeliers après une fermeture administrative

Le restaurant Antonio et Marco Morreale de la rue Thomassin a rouvert ses portes après avoir été contraint de baisser le rideau par la préfecture du Rhône suite à un contrôle d'hygiène.

Après Pignol ou Vessière, un autre grand nom du paysage gastronomique lyonnais a subi les foudres des autorités. Après un contrôle sanitaire effectué le 12 juin, le restaurant Antonio et Marco de la rue Thomassin dans le 2^e arrondissement a été contraint de fermer ses portes pendant quelques jours pour se mettre en règle. La pizzeria des Cordeliers a finalement rouvert ses portes ce mardi midi a annoncé le groupe dans un communiqué de presse.

« Quel immense bonheur, c'est une fierté pour nous, on a une nouvelle carte, la cuisine est impeccable », ont-ils par ailleurs précisé sur les réseaux sociaux.

Lyon 9e

Les « 3 jours en Or » du Centre social Duchère Plateau

Du vendredi 26 au dimanche 28 juin, le Centre social Duchère Plateau organise les « 3 jours en Or », un grand week-end festif et intergénérationnel pour célébrer ses 60 ans d'existence.

Ouvert fin janvier 1966, le Centre Social Duchère Plateau, fort de ses 1 200 adhérents veut fêter ses 60 ans lors d'un week-end festif où il y en aura pour tous les goûts. Le vendredi 26, les festivités débiteront par un banquet musical joliment dénommé « Accords Gourmands ». La fête se passera dans le jardin du CSDP de 19 h à 23 h, avec un concert de jazz manouche, des ateliers créatifs gratuits dont un photobooth où chacun repartira avec deux photos. Pour financer un projet de séjour nature, des habitantes de la Duchère proposeront une restauration payante. La soirée se terminera avec la diffusion du match France - Norvège.

Le temps fort de ce week-end sera le samedi 27 juin de 16 h à 22 h 45 avec « Grand Duch'en fête », un événement qui réunira habitants, familles, partenaires

Les restaurateurs détaillent l'important « travail de fond » effectué, « renforcement des procédures, amélioration de notre organisation, accompagnement des équipes et formations complémentaires », notamment. Propriétaires de 18 points de vente, ils ont salué les nombreux témoignages de soutien reçus tout en déplorant les « intentions moins bienveillantes de certaines personnes ».

Pour rappel, la préfecture avait notamment exigé que soient réalisés des travaux de rebouchage alors que des traces de rongeurs avaient été retrouvées. Un « défaut caractérisé de maintenance et de nettoyage des locaux » et « la détention de denrées périmées » avaient également été relevées. Il y a quelques jours, le président de l'Union des métiers et industries de l'hôtellerie, Thierry Fontaine a écrit aux services de l'État pour dénoncer la médiatisation des fermetures administratives.

et bénévoles autour de nombreuses animations gratuites sur la place Compas Raison. Au programme de 16 h à 19 h : photobooth, caricaturiste, ateliers henné et tresses, maquillage, balade en calèche, structures gonflables, stand de tir Nerf, pêche aux canards, jeux en bois, espace Aquaplay.

Parmi les ateliers créatifs, un atelier mémoire permettra de récolter les souvenirs vécus par les habitants depuis les années 60. La soirée se poursuivra avec une batucada menée par Percut Ensemble, une restitution du projet mémoire, des prises de parole des élus et une soirée animée par un DJ avec une offre de restauration salée/sucrée jusqu'à 22 h 45.

Le dimanche 28 juin, les habitants pourront se retrouver autour d'une grande brocante - vide-greniers estival organisée de 7 h à 16 h sur la place Compas Raison. Ces trois journées illustrent pleinement l'histoire du centre social, son ancrage dans le quartier depuis 60 ans et la richesse des liens tissés avec les habitants au fil des générations.

● De notre correspondant Charles-Yves Guyon